

Paris le 23 septembre 2016

LYNCHAGE MEDIATICO-POLITIQUE

Le 24 mars 2016, lors des manifestations contre le projet de loi « travail » un de nos collègues était mis en cause pour avoir porté un coup au visage d'un lycéen aux abords du Lycée BERGSON à PARIS 19ème.

La vidéo avait fait le tour des médias et Bernard CAZENEUVE s'était dit choqué (sans parler de la réaction d'un certain syndicat en défaveur de notre collègue).

Une enquête IGPN avait été ordonnée par le Ministre de l'Intérieur et nous apprenons que le quotidien « Libération » y a eu accès.

Dès lors, les auditions de notre collègue et le rapport de conclusion de l'IGPN étaient divulgués à tous les médias.

On y apprend qu'il reconnaît avoir usé à tort d'une force disproportionnée et admis que sa réaction était illégitime.

Mais aussi que l'agent assure avoir voulu viser le plexus mais dit il « lorsque mon bras s'est lancé, la tête s'est baissée et c'était trop tard pour s'arrêter »

L'IGPN a constaté que l'environnement autour du fonctionnaire paraissait très calme et qu'aucune hostilité n'émanait des lycéens.

Notre collègue est poursuivi pour violences volontaires par PDAP ayant causé une ITT de 6 jours, passibles de 3 ans de prison. Il sera jugé le 10 novembre.

La FPIP, Syndicat de Policiers, n'ayant pas eu le privilège d'accéder à l'enquête IGPN, se gardera de tous commentaires qui pourraient nuire à la défense de notre collègue.

Mais, la FPIP constate l'acharnement médiatico-politique qui vise à minimiser les intimidations, violences, outrages, rébellions, tentatives de meurtre à l'encontre des forces de l'ordre lors des nombreuses manifestations contre la loi « travail » et qui vise à dénoncer systématiquement l'usage de la force publique.

La FPIP rappelle aux censeurs de tout poil que la Police Nationale ne réprime pas les manifestations autorisées, elle réprime les violences issues de ces manifestations.

Que la presse, qui survit des subsides de l'Etat s'en souviennne.

**"Aux mains de l'individu, la force s'appelle Crime.
Aux mains de l'État, elle se nomme Droit". (Max STIRNER)**

Le Bureau Régional